



## COMMUNE DE ZUDAUSQUES

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Saint-Omer

Canton de Lumbres

Commune de Zudausques

Séance du 28 avril 2026

**Objet : Mise à disposition de véhicules  
communaux aux élus et aux agents-  
Conditions**

Nombre de conseillers en exercice : 15

Nombre de votants : 14

Nombre de suffrages exprimés : 15

Vote(s) pour : 15

Vote(s) contre : 0

L'an deux mil vingt-six, le 28 avril à 18H00, le conseil municipal s'est réuni en la salle d'honneur sous la présidence de M. Didier BEE, maire de la commune, en suite de la convocation en date du 23 avril 2026 dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie (salle d'honneur) et publié sur le site de la commune.

Étaient présents : Didier Bée, Arminda Giovacchini, Bruno Helleboid, Anne-Gaëlle Gawlowicz, Jacques Bocquet, Colette Lemaire, Philippe Guillemant, Ludovic Ribreux, Audrey Deluen, Jean-Pierre Declerck, Lucie Wissocq, Maryne Mouquet, Didier Popieul, Christelle Leroy (14/15)

Était absent excusé :

Pouvoir : Yannick Deroo à Didier Popieul (1/15)

Secrétaire de séance : Arminda Giovacchini

Dans le cadre de la loi sur la transparence de la vie publique monsieur le maire indique aux membres du conseil municipal que la mise à disposition d'un véhicule communal aux élus locaux ou aux agents de la commune est désormais encadrée par une délibération de l'organe délibérant lorsque l'exercice du mandat ou des fonctions le justifie.

En effet l'article L.2123-18-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales précise « le conseil municipal peut mettre un véhicule à disposition de ses membres ou des agents de la commune lorsque que l'exercice de leurs mandats ou de leurs fonctions le justifie. Tout autre avantage en nature fait l'objet d'une délibération nominative, qui en précise les modalités d'usage ».

Sont donc concernés par cette mise à disposition de l'ensemble des véhicules immatriculés du parc automobile communal :

- Tous agents titulaires, stagiaires, contractuels de droit public et de droit privé (emplois aidés),
- Les élus municipaux,
- Les collaborateurs occasionnels

Titulaires du permis de conduire afférent aux véhicules conduits dans le cadre de leurs missions, leurs formations, leurs mandats et fonctions de représentation et à titre exceptionnel sur les autres communes du territoire National.

Vu la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 34,  
 Vu l'article L.2123-18-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant les pratiques par ailleurs observée et la nécessité de faciliter le fonctionnement des services et l'exercice du mandat des élus monsieur le maire propose les conditions de mise en œuvre telles que décrites au tableau ci-dessous :

Bénéficiaires	Cadre de mise à disposition	Sujétion spéciales	Périmètre	Ordre de mission	Remisage domicile
<b>Les élus municipaux</b>	Réunions Représentation Colloques-séminaires Formation	Mandat spécial	Région Hauts de France	Obligatoire pour tout déplacement hors arrondissement de Saint-Omer	Interdit
<b>Les agents permanents tous statuts confondus</b>	Toutes missions et activités professionnelles confiées à l'agent	Astreintes Réunions en soirée	Arrondissement de Saint-Omer		Possible par arrêté individuel du maire
<b>Les collaborateurs occasionnels</b>	Mission ponctuelle		Arrondissement de Saint-Omer		

**Après avoir entendu l'exposé du maire et en avoir délibéré le conseil municipal décide, à l'unanimité :**

1. En fonction des véhicules disponibles mais aussi des missions et/ou fonctions des potentiels bénéficiaires, les véhicules du parc communal peuvent être mis à disposition des élus municipaux, des agents communaux, des collaborateurs occasionnels de la commune dans les conditions définies au tableau ci-dessus ;
2. Les bénéficiaires doivent être titulaire d'un permis de conduire en bonne et due forme ;
3. L'utilisation d'un véhicule du parc à des fins privées est strictement interdite.
4. Si nécessaire l'autorité territoriale peut délivrer un ordre de mission permanent (sur une année civile)

*La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le maire de Zudausques dans le délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente décision ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.*

*Fait et délibéré les jour, mois et an susdits. Pour extrait conforme*



Le maire,  
 Didier Bée.

La ou le secrétaire de séance